

Le Pacte pour l'avenir : notre déclaration d'intention

La nécessité du Pacte

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) a été créée à Paris en 2004 et est l'héritière d'un mouvement mondial initié en 1913 avec la première conférence internationale des villes qui s'est tenue à Gand. Le mouvement municipal centenaire s'est organisé en une structure fédérative qui a travaillé sans relâche pour renforcer la capacité d'apprentissage collectif, la solidarité et promouvoir le rôle et l'influence des autorités locales et régionales à l'échelle mondiale, pour garantir que personne ni aucun territoire ne soit laissé pour compte. Depuis sa création, CGLU est devenue la principale source d'informations, de bonnes pratiques et de soutien pour une administration locale et régionale démocratique, efficace et innovante. C'est aussi l'organisation mondiale la plus grande et représentative organisée dans une structure démocratique. CGLU prépare actuellement le 7e Congrès mondial et Sommet des dirigeants locaux et régionaux, qui se tiendra à Daejeon en octobre 2022.

Comme il l'a fait dans le passé, le Congrès mondial sera mis au défi d'évaluer les réalités actuelles auxquelles sont confrontés les gouvernements locaux et régionaux dans le monde et de fournir un leadership et une orientation. Il ne fait aucun doute qu'en 2022, nous sommes confrontés à un ensemble de défis sans précédent.

Au cours des deux dernières années, une pandémie mondiale a simultanément renforcé à la fois l'interdépendance - et la vaste séparation - qui existe au sein des sociétés et entre elles. De nouvelles vulnérabilités sont apparues pour approfondir les deux crises existentielles mais liées qui menacent notre survie même : la croissance effrénée de niveaux d'inégalité sans précédent et l'urgence du changement climatique. Renforcés par des attaques systématiques contre la paix et la démocratie et par un racisme et un sexisme enracinés, dans de trop nombreuses régions du monde, les droits humains universels ont été affaiblis, supprimés ou niés. Des personnes ont été victimes de discrimination fondée sur la race, le genre, la religion, l'origine ethnique, la culture, l'orientation sexuelle, etc., souvent exacerbée par un financement non responsable qui fausse la sphère politique et par le pouvoir et l'anonymat des médias sociaux.

Pour le collectif que les membres de CGLU représentent, ce sont toutes des tendances dangereuses qui nécessitent une évaluation honnête et une réponse décisive, avec des actions cohérentes basées sur un récit renouvelé et inclusif qui réaffirme notre humanité et notre objectif communs. Il y a aussi des évolutions positives que nous vivons chaque jour dans nos quartiers et nos territoires. Une solidarité indéfectible, la créativité et les espoirs de notre jeunesse, des connaissances et des capacités scientifiques sans précédent, associées à une capacité inégalée de communication sur notre planète et au-delà. Tels sont les atouts sur lesquels nous voulons nous appuyer.

En présentant **ce Pacte pour l'avenir**, les membres de CGLU réaffirment leur attachement au pouvoir de l'action collective, de l'autonomisation, de l'appropriation et de la co-création, que nous croyons fermement être le fondement essentiel de sociétés harmonieuses et durables. En nous appuyant sur l'héritage de notre mouvement centenaire et sur les épaules des femmes et des hommes qui ont construit le mouvement au fil des ans, nous célébrons le **pouvoir du nous** pour conduire nos entreprises et inspirer notre vision.

Le **pouvoir du nous** résume à la fois le désir et la méthode du mouvement municipal de contribuer à un avenir meilleur, plus sûr et plus égalitaire.

Réaffirmant notre humanité commune, nous choisissons de placer les **soins** au cœur même de notre Pacte pour l'avenir.

Nous, dirigeant·e·s des gouvernements locaux et régionaux

Reconnaissons que notre monde est confronté à une série de crises auxquelles nous devons non seulement faire face, mais aussi dont nous devons assumer la responsabilité. Les approches actuelles de la croissance économique et de l'extraction des ressources génèrent des systèmes de production et de consommation non durables qui ont placé notre planète au bord de l'effondrement. L'exclusion sociale consciente et les inégalités endémiques ont augmenté à tel point que la paix, la démocratie, la sécurité et notre bien-être universel sont tous menacés. Nous détruisons les perspectives des générations futures. Les pouvoirs économiques, sociaux et politiques concentrés entre les mains d'un nombre limité de personnes, d'organisations et/ou d'élites provoquent et aggravent la crise. Nous reconnaissons en outre qu'il est possible de réimaginer l'avenir en réalignant nos relations mondiales et en remettant en question nos systèmes de croyance. Pour parvenir à la prospérité pour toutes et tous, nous avons besoin de nouveaux paradigmes de développement : un changement de pouvoir, axé sur la protection des biens communs et de celles et ceux qui sont dans des positions vulnérables, sera une condition préalable essentielle pour aborder ces crises ;

Reconnaissons notre position unique et assumons volontairement notre responsabilité pour des actions audacieuses et transformatrices. Ce faisant, nous serons guidés par notre humanité et les aspirations de nos communautés tout en exploitant de nouvelles idées et technologies pour fournir des solutions, en adoptant des politiques et des actions qui promeuvent sans équivoque la qualité de vie pour toutes et tous, l'altérité, les soins et le respect de chacun·e et pour la planète au centre de notre mission ;

Comprenons qu'aucun acteur ni aucune sphère de gouvernement ne peut le faire seul. Nous reconnaissons et nous engageons à la nécessité d'une relation entièrement nouvelle et positive avec les autres sphères de gouvernement, qui mette également l'accent sur notre rôle d'acteur public et politique. Réaffirmant l'importance d'une liberté d'expression, d'agence et de pensée critique, nous créerons un environnement propice d'habitant·e·s informé·e·s et autonomes, accueillant la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes comme des partenaires essentiels pour assurer le progrès et la stabilité de nos villes et régions ; et

Plaidons pour élargir et à assurer l'accès universel aux services locaux et régionaux et à favoriser les aspirations de nos voisin·e·s. Nous reconnaissons que cela nécessitera des politiques de transformation à tous les niveaux pour offrir une nouvelle ère de soins où les actions et les connaissances collectives sont mises à la disposition de toutes et tous les citoyen·ne·s de la même manière.

Aspirations du Pacte

En promouvant ce **Pacte pour l'avenir : personnes, planète et gouvernement**, nous affirmons que les gouvernements locaux et régionaux ont un rôle et une responsabilité essentiels pour protéger les besoins des citoyen·ne·s et des communautés, en protégeant leurs droits aux biens communs tout en protégeant les besoins des générations futures ;

Tout au long de l'histoire, nos villes et régions ont prospéré grâce à la créativité de gens ordinaires qui ont façonné nos rues, notre culture et notre société. Notre Pacte est animé par un leadership engagé pour l'égalité, l'empathie et la solidarité.

En identifiant les trois axes du Pacte, nous identifions l'**égalité** comme la pierre angulaire d'une **relation transformée avec la nature** qui nécessite un **gouvernement réactif et responsable**. Ces trois éléments ne peuvent être maintenus ensemble que par un objectif commun fondé sur le respect mutuel et, par-dessus tout, sur la **confiance mutuelle**. Les quartiers locaux et les villes entières prospèrent sur une gamme de réalités locales, de relations et de proximités géographiques, temporelles, sociales, émotionnelles, culturelles et numériques. Ce qui précède représentera les éléments constitutifs des actions encouragées par le Pacte, actions qui ne nient pas le conflit mais cherchent à fournir un cadre pour la résolution du conflit de manière pacifique.

Ce Pacte identifie les voies pour les gouvernements locaux afin de promouvoir des sociétés solidaires pour des citoyen-ne-s informé-e-s et responsabilisé-e-s, consacrant **et garantissant le droit à la ville pour toutes et tous**. Au cœur de ce droit, se trouve l'engagement d'accueillir et de développer la diversité qui est la force même de nos communautés, en défiant l'ignorance et les préjugés par le dialogue ouvert, l'éducation et une culture du partage.

Notre engagement est universel et réaffirme l'attachement de notre collectif de gouvernements locaux et régionaux envers le multilatéralisme et la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable, l'Accord de Paris sur le climat et le Nouvel agenda urbain.

En résumé, à travers le Pacte, nous cherchons à libérer une nouvelle génération de biens publics, en co-planifiant et en remodelant nos villes et nos vies pour réaliser pleinement notre potentiel partagé en prenant soin de nos voisin-e-s, qui seront des citoyen-ne-s à part entière, et de notre planète.

Au cours des dernières années, CGLU a délibérément consolidé son rôle de plateforme, galvanisant ses membres pour créer des partenariats stratégiques qui joueront un rôle central dans la conduite du Pacte pour l'avenir.

En particulier, nous envisageons que notre mouvement municipal féministe mondial joue un rôle décisif en plaçant les soins au centre, non seulement dans notre programme, mais aussi en tant qu'inspiration et leadership pour **le Programme Commun** des Nations Unies.

1. Personnes

Notre Pacte vise à assurer l'équité et la justice pour toutes et tous et en tout lieu. Nous avons besoin d'un environnement ouvert, sain et vivable pour donner un sens humaniste à nos villes et à nos territoires. La pandémie montre l'importance de redimensionner la vie contemporaine, par davantage de soins, de vie sociale et de proximité pour chacun-e d'entre nous. Des citoyen-ne-s informé-e-s et responsabilisé-e-s, des environnements ouverts et des institutions qui servent avec soin et qualité généreront de l'espoir, de la solidarité et de l'optimisme, libérant notre imagination collective et inculquant un nouveau sens de ce qui est possible.

Thèmes centraux :

1. Egalité de traitement et d'opportunités pour toutes et tous, indépendamment du statut, du genre, de l'origine, du groupe ethnique, de la culture ou des croyances ;
2. Reconnaissances des droits mutuels, de la responsabilisation et des responsabilités ;
3. Accès universel aux services publics/de base, y compris le logement, la santé, l'éducation et la vie culturelle ;
4. Garantie d'une voix politique, permettant la liberté d'expression et de conscience ;
5. Respect et célébration de la diversité ;
6. Accent sur le développement humain avec la culture, la paix, la créativité et la qualité de vie au cœur ;
7. Un salaire égal et juste pour un travail égal ;
8. Une vie plus longue et en meilleure santé comme objectif clé pour tous les niveaux de gouvernement et pour la société dans son ensemble ;
9. Encouragement du rôle de la technologie comme un outil d'inclusion qui doit être accessible à toutes et à tous ;
10. Respect de la santé planétaire et du bien-être et des générations futures.

Nous, dirigeant-e-s des gouvernements locaux et régionaux

Reconnaissons l'impact des inégalités croissantes dans et entre les villes et les régions. Les besoins des communautés marginalisées, en particulier les femmes et les pauvres des villes, n'ont pas été suffisamment pris en compte, ce qui a entraîné une accélération brutale de l'exclusion sociale. Plus précisément, nous avons assisté au retour des expulsions forcées, des déplacements et de la dépossession, ce qui nous a fait reculer de plusieurs années par rapport à la réalisation de nos objectifs communs.

Comprenons que pour s'attaquer aux racines de l'inégalité, le mouvement doit être construit sur des bases solides qui remettent en question l'acceptation implicite de l'inégalité, en plaçant l'égalité des genres au cœur des politiques et des actions, et en favorisant l'égalité et une attention particulière pour celles et ceux qui en ont le plus besoin en assurant leur accès aux espaces et services publics.

Reconnaissons que les agendas de développement universels fournissent déjà le cadre pour garantir l'accès aux services de base ; la co-création avec nos communautés et la défense des droits humains universels sont au cœur de notre stratégie renouvelée, qui réaffirme notre engagement envers la citoyenneté, le suffrage, la dignité, le travail décent, l'identité sociale et les droits humains.

Nous engageons à nous attaquer aux racines mêmes de l'inégalité en plaçant l'équité, l'égalité des genres dans l'accès aux services de base et aux espaces publics au cœur de notre stratégie. Nous nous

engageons également à promouvoir activement le droit universel au logement, en accordant une attention particulière aux besoins des établissements informels en luttant contre le sans-abrisme et en prévenant les expulsions forcées.

Considérations de long-terme

Faciliter l'accès aux services de base et la redéfinition des services essentiels **en incorporant le droit à la ville en tant que citoyenneté universelle avec des ensembles renouvelés de droits culturels comme pierre angulaire de la paix et du bien-être** dans toutes les villes et régions. Placer l'humain au centre en toutes circonstances et la science, les technologies et les progrès de l'informatique et de l'intelligence artificielle au service de l'humanité.

2. Planète

C'est un fait qui donne à réfléchir que, alors même que le monde dépasse ses limites planétaires, des milliards de personnes n'ont toujours pas accès aux services les plus élémentaires. Nos systèmes actuels sont à la fois insoutenables et inefficaces et exacerbent les inégalités. La situation se détériore rapidement, et il est de plus en plus urgent d'agir.

La triple crise environnementale du climat, de l'extinction et de la pollution atteint un point de non-retour. Le Pacte pour la planète insiste sur la nécessité de transformer complètement notre relation collective avec la nature, et la nécessité pour les gouvernements locaux et régionaux d'être le fer de lance du développement d'une nouvelle vision de notre avenir commun, où nous ré-analisons les valeurs qui façonnent notre compréhension en tant qu'êtres et où les voies de développement sont positives pour la nature et abordent sérieusement les inégalités trans-sectorielles

Thèmes centraux :

1. Les modes de production et de consommation actuels ne sont pas durables et doivent être remplacés de toute urgence par des modèles circulaires, régénératifs et de proximité ;
2. Les gouvernements locaux et régionaux ont un rôle essentiel à jouer dans les systèmes alimentaires ;
3. Les modèles économiques doivent être à la fois distributifs et régénératifs par conception ; Le développement économique local reliant les systèmes des villes (villes et territoires ruraux, villes intermédiaires et grandes métropoles) sera essentiel ;
4. Les communautés locales responsabilisées et les peuples autochtones peuvent jouer un rôle central dans la protection de la biodiversité, de l'environnement et de la planète ;
5. La transition vers des systèmes énergétiques alternatifs doit être une priorité en tant que voie vitale vers un avenir plus durable et plus juste ;
6. Les systèmes de résilience doivent être co-crédés à travers des approches de l'ensemble de la société.

Nous, dirigeant·e·s des gouvernements locaux et régionaux

Reconnaissons que les gouvernements locaux et régionaux doivent passer de toute urgence de la sur-extraction des ressources naturelles à la protection de la biodiversité : les océans, ses terres, son sous-sol et notre atmosphère. Au départ, les gouvernements locaux et régionaux joueront un rôle décisif dans la sensibilisation et la co-création de nouveaux modes de production et de consommation ;

Comprenons que l'économie est à la fois ancrée dans la société et dans la nature. De nouvelles approches sont nécessaires pour équilibrer les besoins du marché et de l'État, tout en reconnaissant

que des personnes informées et autonomes peuvent être des vecteurs de transformation. Cependant, tout cela repose sur l'identification, la protection des biens mondiaux. Les gouvernements locaux et régionaux ont un rôle décisif à jouer dans la formulation de nouvelles approches politiques, en accordant une attention particulière au rôle des villes intermédiaires au sein d'un système global.

Reconnaissons que les modes de production, de consommation, de déplacement et de vie actuels ne sont déjà pas durables. Face au défi de l'urgence climatique, de la dégradation de l'environnement et de la biodiversité, la co-création urgente de nouveaux modes de production, de consommation et de vie quotidienne s'impose, le tout fondé sur la compréhension et la protection de la biodiversité, des océans, de l'eau douce, de l'air, de la terre et du sous-sol, et sur le besoin de reconnecter émotionnellement les personnes à la nature.

Nous engageons à redynamiser l'économie grâce à des modèles de production et de consommation durables, inclusifs et respectueux de l'environnement une fois que nous entrons dans la phase de reprise, et à favoriser une répartition juste et équitable des avantages de l'action climatique et du renforcement de la résilience.

Considérations à long terme

Comment transcender le statu quo dans la transition vers le zéro carbone et la résilience locale et comment favoriser un changement radical dans la construction de villes et de communautés durables, équitables et résilientes. Nous nous engageons à développer une vision qui conçoit ces mesures pour vos villes et territoires à la fois dans une perspective d'urgence et dans une perspective à long terme considérant les droits de la nature comme les nôtres.

3. Gouvernement

Le *Pacte pour le gouvernement et la démocratie* appelle essentiellement à redéfinir la gouvernance en partenariat. Il vise à placer les citoyen·ne·s et les communautés ordinaires au cœur des mécanismes de prise de décisions, des indicateurs de progrès alternatifs au PIB, en renforçant la paix et la prospérité des villes et de nos régions, en garantissant un monde de citoyen·ne·s bien informé·e·s et autonomes qui sont traité·e·s de manière égale dans toutes les juridictions.

Rétablir la confiance entre citoyen·ne·s, institutions et communautés, à tous les niveaux, est une condition préalable essentielle pour réaliser les agendas mondiaux. Le Pacte pour le gouvernement place la démocratie locale au cœur des actions, soulignant l'importance de la gouvernance locale participative, l'urgence de restaurer la transparence, l'honnêteté et la responsabilité de la gouvernance à tous les niveaux. Cela peut être réalisé grâce au développement systématique des capacités locales et régionales, soutenu par l'accès à des financements et des ressources adéquats, ainsi qu'une politique décisive visant à supprimer les obstacles qui empêchent l'égalité d'accès aux droits et aux opportunités.

Thèmes centraux supplémentaires :

1. Favoriser la co-création et une élaboration de politiques et une prise de décisions véritablement inclusives ;
2. Promouvoir la gouvernance avec une approche holistique et transversale, menant à une action globale ;
3. Impliquer structurellement la communauté scientifique dans le processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions ;
4. Promouvoir des sources d'information véridiques, indépendantes et responsables ;
5. Renforcer les institutions et améliorer la protection des biens communs mondiaux ;

6. Favoriser un nouveau mécanisme de gouvernance à plusieurs niveaux ;
7. Renforcer les finances locales et repenser l'architecture fiscale afin de garantir des flux de revenus sûrs pour améliorer la planification et créer des conditions favorables à l'investissement au niveau local ;
8. S'engager dans l'agenda mondial universel à travers la contribution au renouveau du multilatéralisme.

Nous, dirigeants des gouvernements locaux et régionaux

Reconnaissons qu'il reste un manque de confiance évident parmi nos communautés envers les institutions qui les représentent, et que les systèmes de gouvernance et les institutions dominantes sont contestés. Qu'en ce moment fondateur, le renouvellement de la démocratie et de la citoyenneté dépend largement de l'état de droit et de la gouvernance à plusieurs niveaux et doit être au cœur de nos efforts afin de développer un système transparent qui réponde aux aspirations de nos communautés.

Comprenons que les niveaux locaux et régionaux de gouvernement ont un rôle essentiel à jouer dans la refonte de systèmes de gouvernance plus participatifs, responsables et transparents.

Reconnaissons qu'il s'agit d'un processus qui doit être délibérément co-créé avec les citoyen-ne-s, les mouvements sociaux, la société civile et le secteur privé en tant que partenaires.

Nous engageons à renouveler la démocratie et la citoyenneté et à les placer au cœur du système international renouvelé. Nous nous mobiliserons pour le développement des capacités des gouvernements locaux et régionaux.

Nous nous engageons en outre à poursuivre un dialogue structurel ouvert, constructif et positif avec les gouvernements nationaux afin d'assurer une prestation conjointe pour toutes et tous les citoyen-ne-s et toutes les communautés. Nous ferons pression pour la revitalisation du système multilatéral et le développement d'un système interurbain de petites, moyennes et grandes villes et métropoles, renforçant le continuum urbain-rural, pour faire en sorte que les générations futures bénéficient de la mise de la démocratie locale au centre du développement.

Considérations à long terme

Démocratie locale et mondiale, coopération entre les sphères de gouvernement dans un système multilatéral renouvelé, en réseau, construit sur les villes et animé par la solidarité. Le rôle de la participation citoyenne et de l'appropriation de ces systèmes.

Une attention particulière doit être accordée aux localités transfrontalières qui ont un impact sur le mode de vie de nombreuses personnes dans de nombreuses villes et communautés du monde entier.

Principes / le nouveau décalogue

Un premier projet recueilli par le comité de rédaction externe et pour examen

Nous traversons une ère d'incertitude et nous devons nous tenir prêt·e·s à définir les principes de la transformation. Le Pacte pour l'avenir regarde le monde au-delà de 2030, mettant sur la table les principes directeurs de notre mouvement à cette époque.

Nous visons à transformer les relations de pouvoir actuelles pour offrir un monde plus juste, plus sain et plus démocratique, pour identifier les nouveaux biens communs mondiaux, pour redéfinir ce qui fait de nous des êtres humains et donner de l'espoir à nos communautés.

Pour y parvenir, il faudra un réalignement fondamental du pouvoir politique et économique, généralement loin du patriarcat / des riches / des élites politiques / économiques vers celles et ceux qui ont actuellement le moins de pouvoir.

Vous trouverez ci-dessous une liste de principes, des recommandations directrices pour un monde à la hauteur des attentes de nos voisin·e·s.

Personnes

Les droits humains, la dignité humaine et le bien-être doivent être au centre de toutes les perspectives d'avenir que nous méritons.

Éradiquer la pauvreté et toutes les formes d'inégalité, de discrimination et d'injustice

Justice intergénérationnelle : laisser aux générations futures un monde vivable, pacifique et durable où une vie digne et des droits pour toutes et tous et garantissent que notre système terrestre est sain et son intégrité maintenue.

Des sociétés qui prennent soin, en veillant à ce que tous les droits des aidant·e·s, en particulier des femmes, soient garantis, et que l'investissement dans les infrastructures de soins soit considéré comme un élément stratégique et essentiel des plans de relance liés au COVID19.

Des villes et des sociétés féministes où les droits des femmes et l'égalité des genres sont les pierres angulaires d'un avenir plus juste et plus égalitaire.

Planète

Nous devons coexister avec la nature sans lui nuire et en la respectant. Des écosystèmes sains sont la clé du bien-être humain et la base d'économies durables et équitables. La nature n'est pas un dépositaire de ressources illimitées mais un réseau complexe de vie avec des limites qui doivent être respectées.

Restaurer et protéger les écosystèmes dégradés : grâce à la conservation de la biodiversité et des services écosystémiques en tant que systèmes vitaux essentiels.

Favoriser une voie de développement positive pour la nature et négative pour le carbone : cela implique un changement radical des modes de production et de consommation, une nouvelle matrice énergétique et un rééquilibrage entre gaspillage et surconsommation, et rareté et pauvreté.

Utiliser le principe de ne pas nuire : lorsqu'une activité, une décision ou un comportement humain a le potentiel de nuire à la nature par la pollution, l'extinction ou des dommages irréversibles, ladite activité doit être interrompue ou suspendue.

Gouvernement

Subsidiarité, décentralisation et approche multi-échelle du gouvernement.

L'importance cruciale de l'action collective pour relever les défis locaux et mondiaux grâce à une participation significative des citoyen·ne·s à la prise de décisions.

Transparence et responsabilité : des décisions, des politiques et des pratiques.

La confiance et la coresponsabilité comme moteur d'un leadership transformateur et responsable.

Le féminisme comme force et approche pour corriger les déséquilibres de pouvoir et la culture des privilèges : municipalisme féministe, leadership féministe.

Solidarité, empathie et coopération comme principes clés d'un changement transformateur.